



## SOMMAIRE

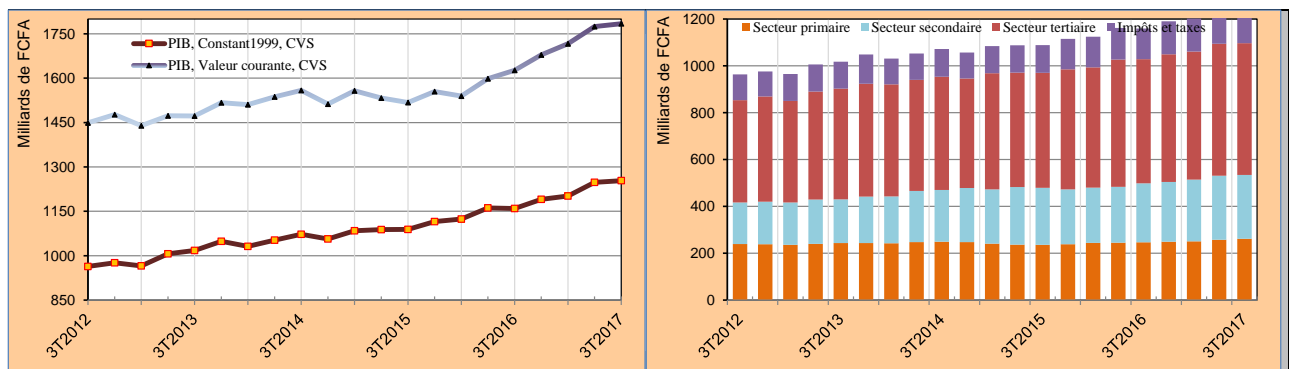
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>10</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>15</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>18</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>23</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>24</b>

## Secteur réel

Le quatrième trimestre 2017 a connu, comparativement au trimestre précédent, une hausse du niveau général des prix à la consommation essentiellement imputable à un renchérissement des services des "hôtels, cafés, restaurants" et des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées". Quant à l'activité industrielle, elle poursuit sa croissance entamée au trimestre précédent.

### COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
<b>Secteur primaire</b>	<b>247,0</b>	<b>249,2</b>	<b>250,9</b>	<b>257,8</b>	<b>262,1</b>	<b>1,7%</b>	<b>6,1%</b>
Agriculture	131,8	133,1	134,0	140,1	144,0	2,7%	9,2%
Élevage	85,8	86,5	87,2	87,7	88,1	0,4%	2,7%
Sylviculture, pêche et chasse	29,4	29,6	29,8	29,9	30,0	0,3%	1,9%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>251,9</b>	<b>255,2</b>	<b>263,5</b>	<b>273,0</b>	<b>272,0</b>	<b>-0,4%</b>	<b>8,0%</b>
Extraction	42,8	45,5	46,2	46,1	41,6	-9,7%	-2,8%
Industrie manufacturière	100,1	98,6	100,2	100,7	100,4	-0,3%	0,3%
Agroalimentaire	55,7	54,6	56,4	57,3	57,7	0,6%	3,5%
Égrenage et fabrication de textiles	5,9	5,8	5,7	5,6	5,5	-1,1%	-5,8%
Bois et métaux	21,6	21,3	21,1	20,6	20,0	-2,8%	-7,5%
Autres industries manufacturières	16,8	17,0	17,1	17,2	17,2	-0,2%	2,0%
Énergie	31,5	33,3	24,9	34,2	35,2	2,9%	11,6%
BTP	77,5	77,7	92,2	92,1	94,8	2,9%	22,4%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>530,1</b>	<b>544,7</b>	<b>546,8</b>	<b>563,7</b>	<b>563,0</b>	<b>-0,1%</b>	<b>6,2%</b>
Services marchands	306,4	310,0	314,9	318,2	318,4	0,1%	3,9%
Commerce	121,5	121,6	123,8	126,2	126,8	0,5%	4,3%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,3	11,2	11,2	11,2	0,1%	0,0%
Transports	10,3	10,4	10,5	10,5	10,5	0,0%	2,1%
Télécommunication	76,6	77,1	76,9	75,0	75,5	0,5%	-1,6%
Services financiers	39,4	40,6	42,0	43,4	44,3	2,2%	12,4%
Autres services marchands	47,3	49,0	50,6	51,9	50,1	-3,3%	6,0%
Services non marchands	248,0	259,8	257,8	272,2	271,9	-0,1%	9,6%
Administrations publiques	226,8	238,5	236,4	250,7	250,3	-0,2%	10,4%
Autres services non marchands	21,2	21,3	21,4	21,5	21,5	0,2%	1,5%
SIFIM	-24,3	-25,1	-25,9	-26,7	-27,3	2,1%	12,1%
<b>Impôts et taxes</b>	<b>130,4</b>	<b>141,5</b>	<b>140,7</b>	<b>153,4</b>	<b>156,5</b>	<b>2,1%</b>	<b>20,0%</b>
<b>PIB, Constant1999, CVS</b>	<b>1 159,4</b>	<b>1 190,6</b>	<b>1 202,0</b>	<b>1 247,9</b>	<b>1 253,6</b>	<b>0,5%</b>	<b>8,1%</b>
<b>PIB, Valeur courante, CVS</b>	<b>1 626,7</b>	<b>1 678,6</b>	<b>1 716,4</b>	<b>1 774,5</b>	<b>1 784,1</b>	<b>0,5%</b>	<b>9,7%</b>



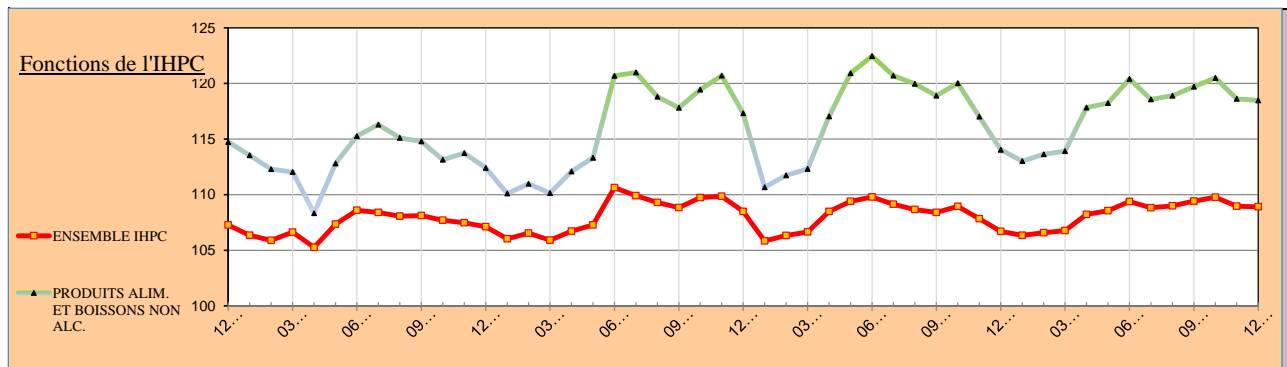
Au troisième trimestre 2017, le PIB réel progresse de 0,5% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique au cours du troisième trimestre de l'année 2017 résulte du progrès noté au niveau des activités du secteur primaire (+1,7%) et de la baisse observée au niveau du secteur secondaire (-0,4%) et du secteur tertiaire (-0,1%).

Comparativement au troisième trimestre 2016, l'activité économique demeure en hausse (+8,1%).

Source : MINEFID / INSD

**INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)**

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2016	2017	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>107,8</b>	<b>106,6</b>	<b>108,7</b>	<b>109,1</b>	<b>109,2</b>	<b>0,1%</b>	<b>1,3%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	117,0	113,5	118,8	119,1	119,2	0,1%	1,9%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	101,4	99,6	99,9	100,0	99,8	-0,2%	-1,6%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	102,0	102,0	102,0	102,0	102,0	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	119,1	119,4	118,7	119,0	119,4	0,4%	0,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	97,9	98,0	98,2	98,2	98,2	0,0%	0,3%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	104,8	104,8	104,8	104,8	104,9	0,0%	0,0%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,3	97,3	97,3	97,3	97,3	0,0%	0,0%
ENSEIGNEMENT	108,6	108,6	108,6	108,6	110,7	2,0%	2,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	112,6	113,0	115,9	118,5	118,4	-0,1%	5,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3	0,0%	0,0%



Au quatrième trimestre 2017, le niveau général des prix à la consommation a augmenté tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. En effet, l'IHPC a progressé de 0,1% par rapport au trimestre précédent et de 1,3% par rapport au quatrième trimestre de 2016.

La hausse trimestrielle des prix résulte principalement d'une surenchère des services d'"enseignements" (+2,0%), des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+0,4%) et des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+0,1%). En dehors "des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" et des services des restaurants et hôtels" dont les prix ont baissé respectivement de 0,2% et de 0,1%, les autres produits n'ont pas connu de variation de prix en glissement trimestriel.

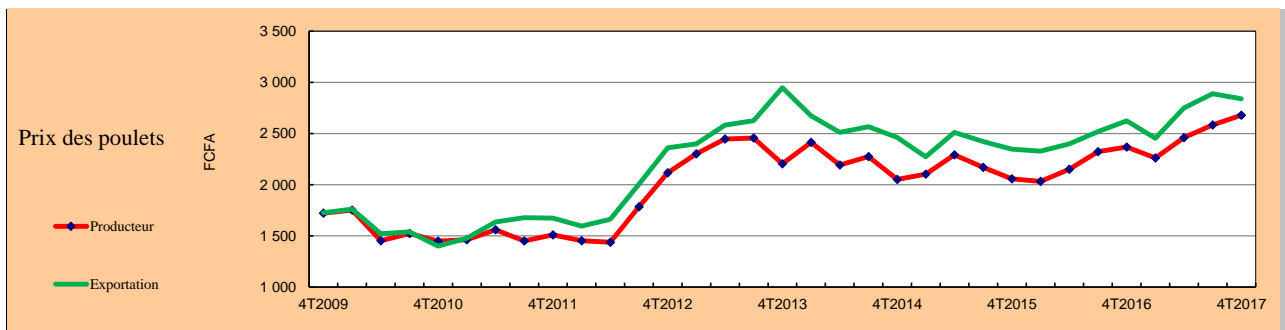
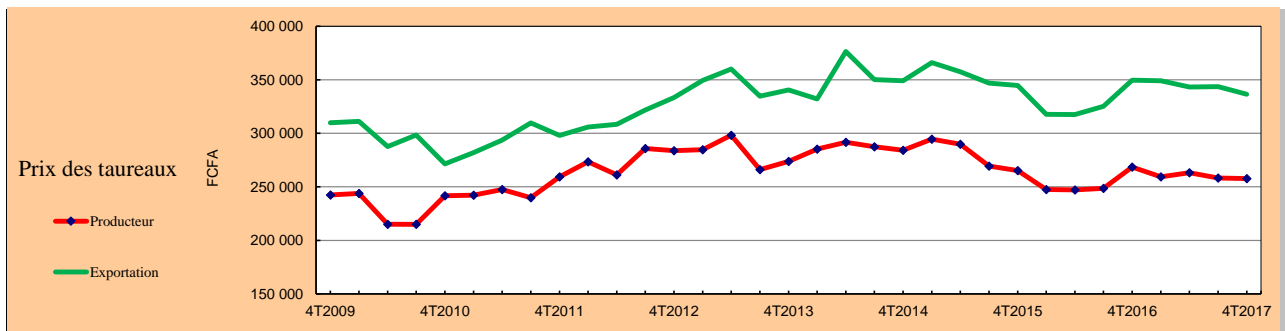
En variation annuelle, la hausse est expliquée surtout par la surenchère des services des restaurants et hôtels (+5,1%), mais aussi des biens alimentaires et boissons non alcoolisés (+1,9%) et des services d'enseignements (+2,0%). Concernant les autres produits, on note une faible variation des prix, en dehors des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" dont les prix ont baissé de 1,6%.

A fin décembre 2017, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 0,4% contre -0,2% en décembre 2016.

Source : MINEFID / INSD

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2016	2017	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	268 552	259 378	263 185	258 344	257 805	-0,2%	-4,0%
Prix à l'exportation du taureau	349 677	349 090	343 247	343 688	336 616	-2,1%	-3,7%
Prix au producteur du bélier	38 609	40 863	42 311	47 706	47 037	-1,4%	21,8%
Prix à l'exportation du bélier	51 218	52 076	51 809	55 016	51 408	-6,6%	0,4%
Prix au producteur du bouc	22 021	23 537	24 126	26 720	26 606	-0,4%	20,8%
Prix à l'exportation du bouc	33 731	34 602	34 593	36 805	32 642	-11,3%	-3,2%
Prix au producteur du poulet	2 369	2 261	2 460	2 583	2 679	3,7%	13,1%
Prix à l'exportation du poulet	2 624	2 454	2 750	2 889	2 839	-1,7%	8,2%
Prix au producteur de la pintade	2 490	2 168	2 189	2 515	2 604	3,5%	4,6%
Prix à l'exportation de la pintade	2 797	2 437	2 724	2 727	2 759	1,2%	-1,4%



Au quatrième trimestre 2017, le marché des animaux s'est caractérisé par un niveau d'approvisionnement assez important en bétail et en volaille.

L'évolution du prix moyen du taureau a affiché une baisse sur les marchés de production et d'exportation tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel.

Le repli du prix du taureau s'expliquerait par l'augmentation de l'offre de bovins et surtout par la baisse de la demande de l'espèce à l'exportation.

Au cours de ce trimestre, le prix du bélier a affiché comme pour le taureau une quasi-stabilité sur les marchés de production et une baisse sur les marchés d'exportation (-6,6%) par rapport au troisième trimestre 2017. En glissement annuel, c'est une hausse du prix du bélier qui est observée sur les marchés de production et une stabilité sur les marchés d'exportation.

Cette même tendance des prix est observée pour les prix du bouc sur les marchés.

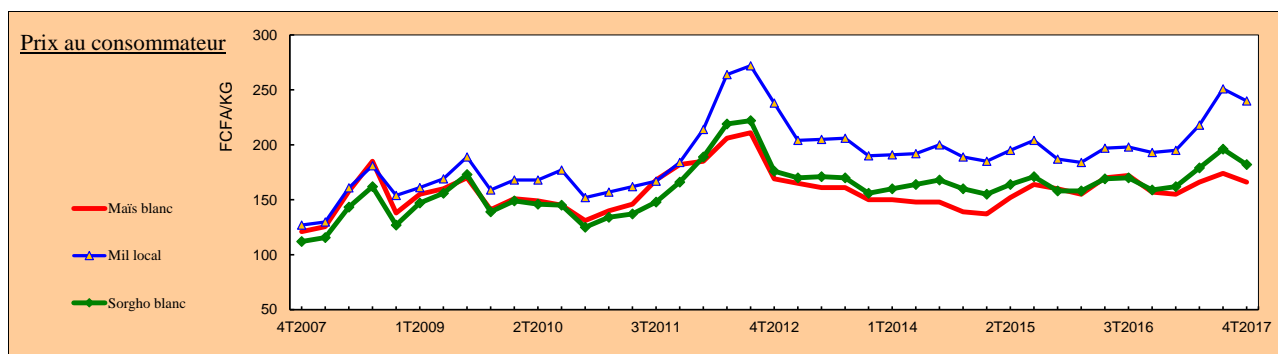
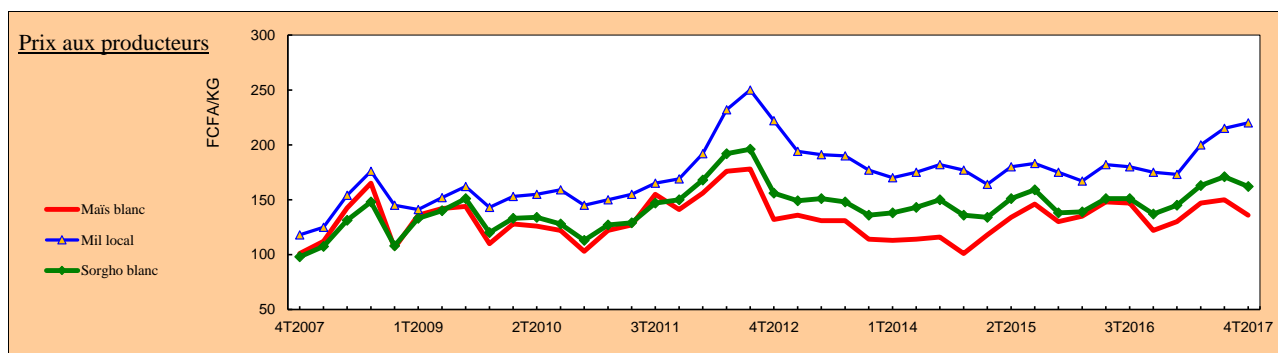
La quasi-stabilité du prix du bélier et du bouc sur les marchés de production pourrait s'expliquer par la demande pour la consommation intérieure tandis que la baisse de la demande extérieure a entraîné une baisse des prix des petits ruminants sur les marchés d'exportation.

Pour ce qui est de la volaille, les prix du poulet ont été stables sur l'ensemble des marchés par rapport au troisième trimestre 2017. Par rapport au quatrième trimestre 2016, les prix du poulet ont été en hausse en raison des fêtes de fin d'année.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2016	2017	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	122,0	130,0	147,0	150,0	136,0	-9,3%	11,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	157,0	155,0	166,0	174,0	166,0	-4,6%	5,7%
Prix au producteur du mil local	175,0	173,0	200,0	215,0	220,0	2,3%	25,7%
Prix au consommateur du mil local	193,0	195,0	218,0	251,0	240,0	-4,4%	24,4%
Prix au producteur du sorgho blanc	137,0	145,0	163,0	171,0	162,0	-5,3%	18,2%
Prix au consommateur du sorgho blanc	159,0	162,0	179,0	196,0	182,0	-7,1%	14,5%



Le quatrième trimestre de l'année est marqué par la récolte des produits agricoles. Une assez bonne disponibilité céréalière est observée sur les marchés. Ces derniers sont approvisionnés par les producteurs mais surtout par certains commerçants qui déstockent pour reconstituer leur stock avec les nouvelles récoltes. Cependant, l'offre est jugée faible par les acteurs du marché, comparée à la même période de l'année passée.

La demande céréalière a connu une baisse par rapport aux mois précédents (juillet et août). Avec les récoltes, les stocks sont en reconstitution et les ménages sont moins dépendants du marché pour leur besoin alimentaire de base. Dans les régions du Sahel et du Nord cependant, malgré les récoltes en cours, certains ménages ont recours au marché pour constituer des stocks préventifs.

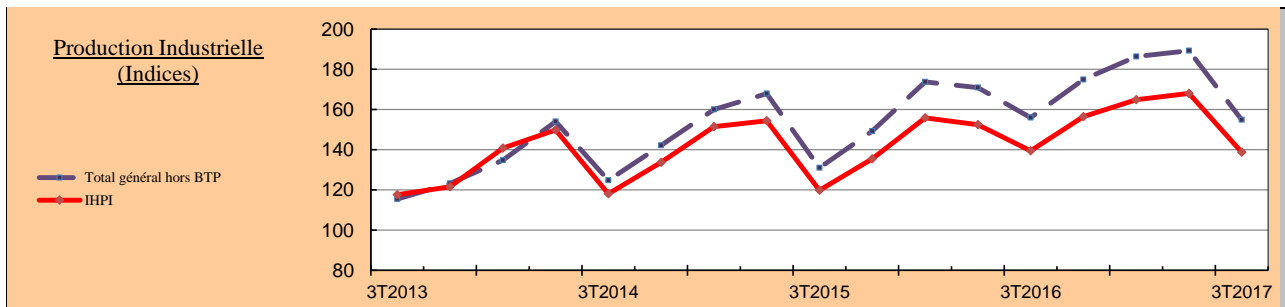
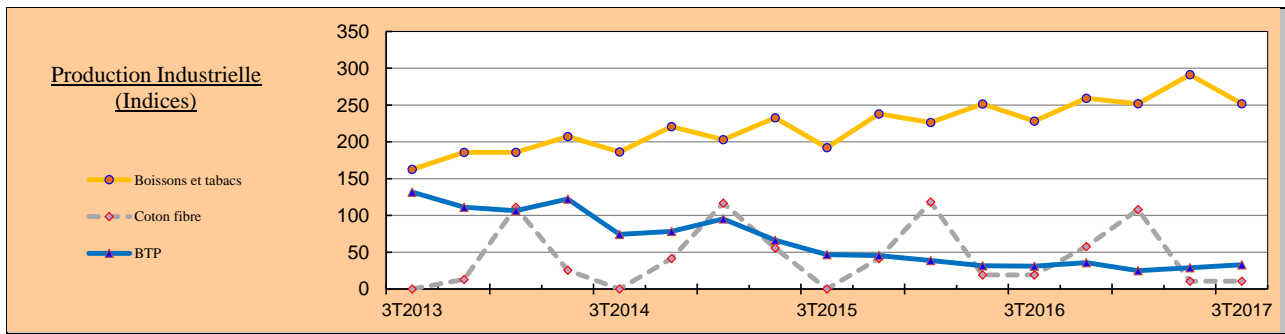
Les prix des principales céréales n'ont pas évolué comme d'habitude à cette période post récolte où l'on enregistrait des chutes de prix. Ils demeurent toujours élevés même si des baisses par rapport au trimestre précédent ont été enregistrées pour le maïs et le sorgho.

Dans les zones de consommations, Le prix moyen du trimestre pour le maïs a été de 166 FCFA le kilo soit une baisse de 4,6% par rapport au 3ème trimestre de 2017. Des variations de +5,7% et +6,8% ont été respectivement enregistrés par rapport au 4ème trimestre de 2016 et à la moyenne quinquennale ; pour le mil, le prix du trimestre au détail a été de 240 FCFA le kilo. Ce qui donne des variations de -4,4% par rapport au 3ème trimestre 2017, de +24,4% par rapport au 4ème trimestre 2016 et de +19,7% par rapport à la moyenne quinquennale ; pour le sorgho, une moyenne de 182 FCFA le kilo a été enregistrée. La comparaison par rapport aux périodes antérieures a ressorti les variations suivantes : -7,1% par rapport au 3ème trimestre 2017, +14,5% par rapport au 4ème trimestre de 2016 et +11,2% par rapport à la moyenne quinquennale.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

**INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)**

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	19,2	57,5	107,9	10,5	10,5	0,0%	-45,3%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	189,3	204,7	209,7	230,5	182,4	-20,9%	-3,6%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	13,4	74,7	120,5	32,3	15,3	-52,8%	14,1%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 130,5	1 203,4	1 227,3	1 228,1	1 108,9	-9,7%	-1,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	147,0	153,8	152,1	161,0	140,2	-12,9%	-4,7%
BOISSONS ET TABAC	228,3	259,2	251,9	291,3	251,9	-13,5%	10,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	147,0	153,8	152,1	161,0	140,2	-12,9%	-4,7%
BOULANGERIES, MEUNERIES	138,0	128,7	126,8	122,9	127,3	3,6%	-7,8%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	110,3	95,0	126,2	109,5	39,2	-64,2%	-64,4%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	148,0	247,6	247,6	251,8	168,9	-32,9%	14,1%
INDUSTRIES CHIMIQUES	76,5	71,9	81,4	68,9	108,7	57,7%	42,1%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	3,9	22,9	4,7	6,5	6,5	0,0%	65,9%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	142,2	164,2	182,4	218,9	160,1	-26,9%	12,6%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	31,2	35,7	24,9	29,0	33,0	13,8%	5,9%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>156,0</b>	<b>174,9</b>	<b>186,3</b>	<b>189,3</b>	<b>154,9</b>	<b>-18,2%</b>	<b>-0,7%</b>
<b>IHPI</b>	<b>139,4</b>	<b>156,5</b>	<b>164,9</b>	<b>168,0</b>	<b>138,7</b>	<b>-17,4%</b>	<b>-0,5%</b>



L'activité industrielle est en régression au troisième trimestre 2017. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'établit à 138,7, affichant ainsi une baisse de 17,4% en glissement trimestriel. Par rapport au troisième trimestre 2016, l'indice est en légère baisse (-0,5%).

Le recul constaté est dû principalement à l'inactivité saisonnière dans les industries d'égrenage de coton et au ralentissement de l'activité dans le secteur eau, électricité, gaz. En effet, en glissement trimestriel, les industries d'égrenage de coton ont enregistré une baisse de 100% et le secteur « eau, électricité, gaz » une baisse de 26,9%, fortement entraînée par celle de la production d'électricité (-30,4%). En glissement annuel par contre, l'indice du secteur est en hausse (+12,6%).

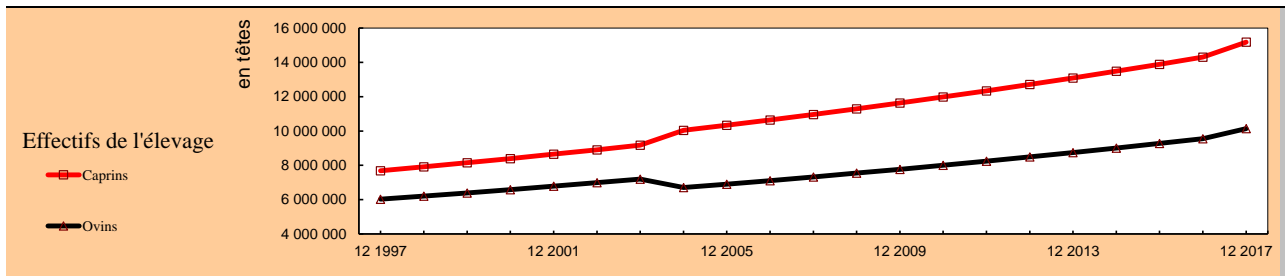
Aussi les entreprises d'extraction de minerais métalliques et celles de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs ont-elles contribué au repli de l'activité industrielle avec des baisses de leurs indices respectifs de 9,7% et 20,9% en glissement trimestriel. En glissement annuel également, les industries de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs connaissent une baisse de 3,6% et l'indice des industries minières décroît de 1,9%.

Les branches qui se sont mieux comportées au cours du trimestre sont celles des industries de fabrication de matériaux de construction et celles des industries chimiques dont les indices enregistrent des hausses respectives de 13,8% et 57,7% par rapport au deuxième trimestre 2017. En glissement annuel également, ces deux branches d'activités industrielles sont en progression. Leurs indices sont en hausse de 5,9% et 42,1% respectivement.

Source : MINEFID / INSD

**EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE**

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Effectif de bovins (en têtes)	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	40 991	42 220	43 487	44 792	46 135	3,0%	3,0%

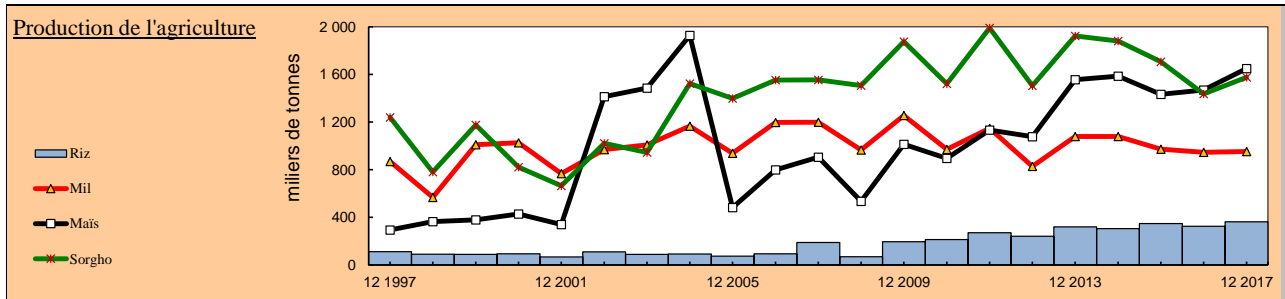


L'estimation des effectifs du cheptel en 2017 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille (Poule et Pintade) reste l'espèce la plus importante en termes d'effectif. La mise en œuvre l'Enquête National sur le Cheptel attendu pour 2018 par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et ses partenaires permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE**

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Production brute totale de céréales	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 552 273	-1,7%	-0,3%
dont : Production brute de mil	1 078 570	972 539	946 184	905 071	953 310	-3,0%	5,3%
dont : Production brute de sorgho	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 575 720	-4,3%	-5,3%
dont : Production brute de maïs	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 649 010	1,0%	2,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	305 382	347 501	325 138	384 690	362 043	4,3%	-5,9%



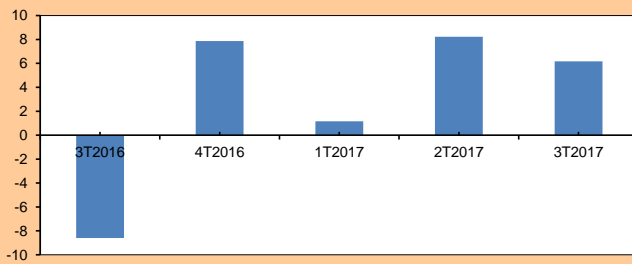
Sur le plan agricole, le quatrième trimestre a été marqué par les résultats prévisionnels de la campagne 2017/2018. La production céréalière prévisionnelle de la campagne agricole 2017-2018 est estimée à 4 552 273 tonnes. Cette production est en baisse de 0,32 % et 1,01% respectivement, par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années.

La production prévisionnelle des différentes céréales est établie comme suit : Pour le mil, la production est de 953 310 tonnes, correspondant à une augmentation de 5,33% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et à une baisse de 4,30% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ; Le maïs enregistre une production de 1 649 010 tonnes, soit une hausse de 2,90% par rapport à la production définitive de la campagne 2016-2017 et une hausse de 7,82% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ; La production de sorgho blanc est établie à 1 160 155 tonnes, soit une baisse de 1,47% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017, et une baisse de 9,92% par rapport à la moyenne quinquennale ; La production de sorgho rouge est estimée à 415 565 tonnes, soit une baisse de 14,56% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017, et une baisse de 4,31% par rapport à la moyenne quinquennale ; La production de riz est estimée à 362 043 tonnes, correspondant à une baisse de 5,89% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et une hausse de 7,61% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ; Le fonio enregistre une production de 12 190 tonnes. Cette production est en hausse de 11,47% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et une baisse de 16,66% par rapport à la moyenne quinquennale. La baisse de la production céréalière est consécutive à une baisse concomitante des superficies (-0,36%) et des rendements (-0,9%) du fait des aléas divers survenus au cours de la campagne. Les productions céréalières prévisionnelles rapportées aux besoins de consommation céréalière font ressortir un déficit brut estimé à 72 677 tonnes. En tenant compte du solde import-export, ce bilan prévisionnel fait ressortir un excédent net de 613 614 tonnes. Ce qui correspond à un disponible apparent par habitant de 233 kg/personne/an.

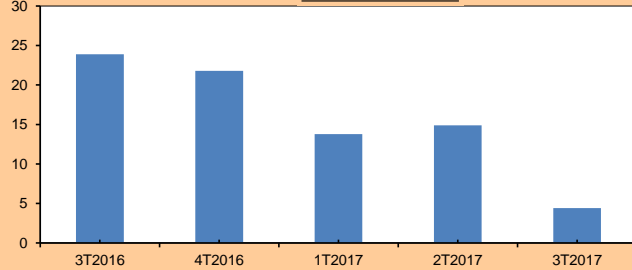
La production prévisionnelle des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, igname, et patate) de la campagne agricole 2017/2018 est estimée à 842 673 tonnes soit une hausse de 16,35% par rapport à la campagne précédente et une hausse de 8,06% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.



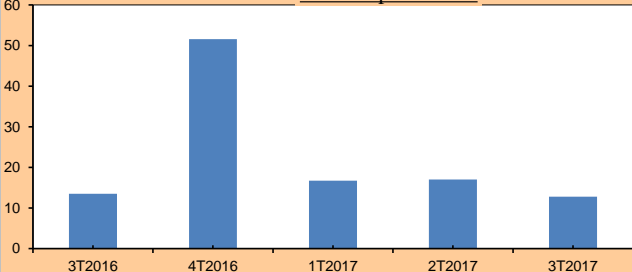
La production prévisionnelle des cultures de rente (coton, arachide, sésame, soja) est évaluée à 1 576 606 tonnes. Elle est globalement en hausse de 5,54% par rapport à la campagne passée et de 16,46% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

**SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...****... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

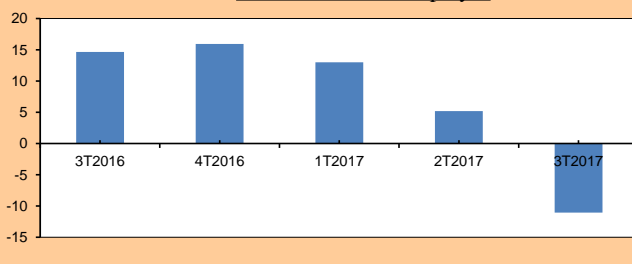
Le climat des affaires était plus favorable au troisième trimestre 2017 comparé au trimestre précédent.

**... sur les recettes****Recettes**

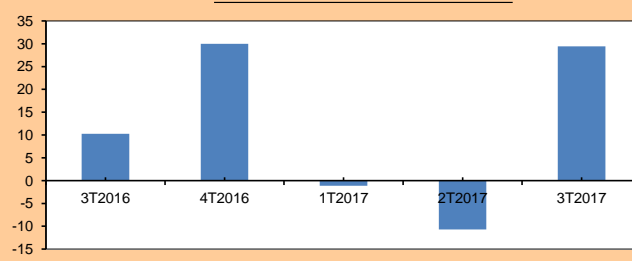
Ainsi, les ventes au troisième trimestre 2017 ont augmenté par rapport au deuxième de l'année.

**... sur la production****Production**

Par ailleurs, le niveau de la production au troisième trimestre 2017 est en hausse comparé au deuxième trimestre 2017.

**... sur les effectifs employés****Effectifs employés**

En revanche, les effectifs employés sont en baisse au troisième trimestre 2017 par rapport au deuxième trimestre 2017.

**... sur la situation de la trésorerie****Trésorerie des entreprises**

Toutefois, dans l'ensemble, la situation de la trésorerie des entreprises s'est améliorée au troisième trimestre 2017.

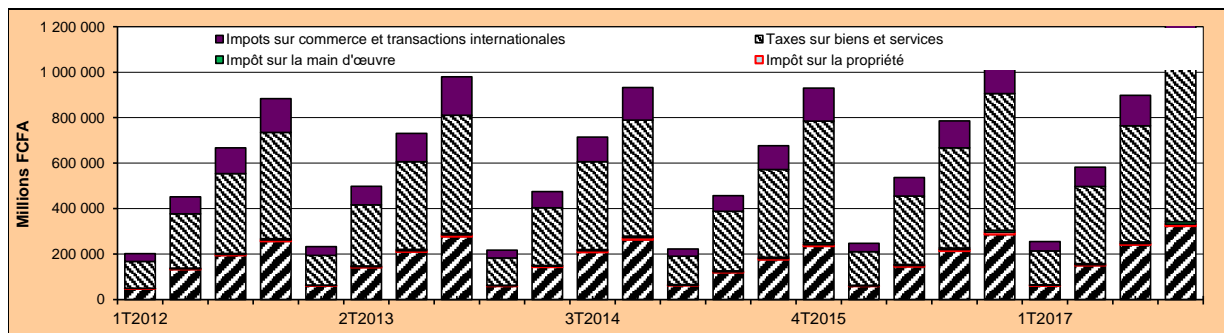
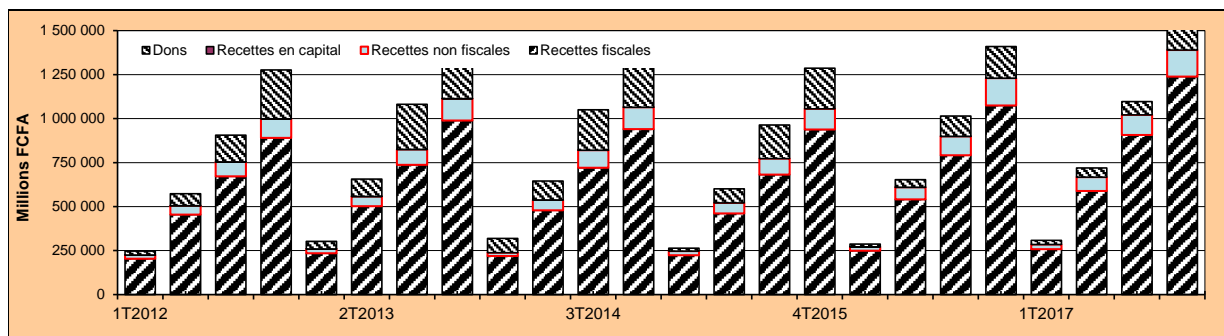
Source : MINEFID / INSD

# Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2017, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 562,9 milliards de FCFA, contre un déficit de 225,8 milliards de FCFA à fin décembre 2016.

## RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 570 175,7</b>	<b>1 409 881,7</b>	<b>308 454,2</b>	<b>719 349,4</b>	<b>1 096 647,4</b>	<b>1 583 574,8</b>	<b>100,9%</b>	<b>12,3%</b>
Recettes totales	1 283 901,5	1 229 691,3	284 465,4	667 520,6	1 021 823,2	1 389 271,4	108,2%	13,0%
Recettes courantes	1 283 901,5	1 229 661,0	284 465,4	667 520,6	1 021 823,2	1 389 271,4	108,2%	13,0%
Recettes fiscales	1 127 291,3	1 074 593,6	258 082,9	588 584,2	906 947,5	1 238 241,6	109,8%	15,2%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	285 742,5	60 916,2	149 531,0	240 594,0	323 291,2	105,2%	13,1%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	8 743,8	2 287,3	5 002,2	7 505,0	10 813,4	56,5%	23,7%
Taxes sur biens et services	607 410,3	600 942,8	149 122,4	338 875,2	510 810,3	702 883,9	115,7%	17,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	159 130,3	40 491,4	85 467,7	133 512,6	181 189,2	99,2%	13,9%
Autres recettes fiscales	10 590,0	9 341,2	3 238,1	6 183,2	8 788,2	11 639,2	109,9%	24,6%
Recettes non fiscales	156 610,2	155 067,4	26 382,4	78 936,4	114 875,7	151 029,8	96,4%	-2,6%
Recettes en capital	0,000	30,299	0,000	0,000	0,000	0,000		-100,0%
<b>Dons</b>	<b>286 274,2</b>	<b>180 190,4</b>	<b>23 988,8</b>	<b>51 828,8</b>	<b>74 824,2</b>	<b>194 303,5</b>	<b>67,9%</b>	<b>7,8%</b>
Projets	213 771,5	98 992,3	23 988,8	40 372,1	63 367,5	119 947,0	56,1%	21,2%
Programmes	72 502,7	81 198,1	0,0	11 456,7	11 456,7	74 356,5	102,6%	-8,4%



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 1583,6 milliards de FCFA à fin décembre 2017 contre 1410,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016, soit une progression de 12,3%, imputable à un accroissement tant des recettes propres que des dons.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 12,9% (+158,8 milliards de FCFA) par rapport à fin décembre 2016. Cette hausse est portée uniquement par les recettes fiscales.

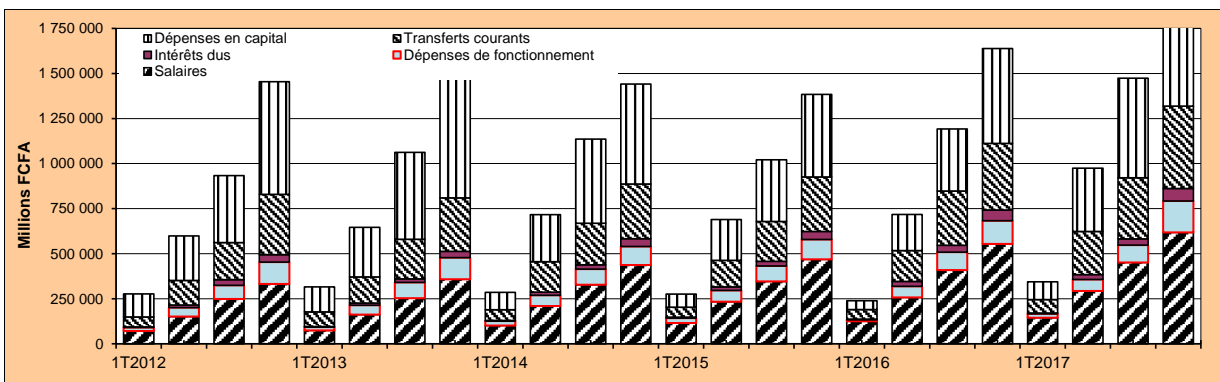
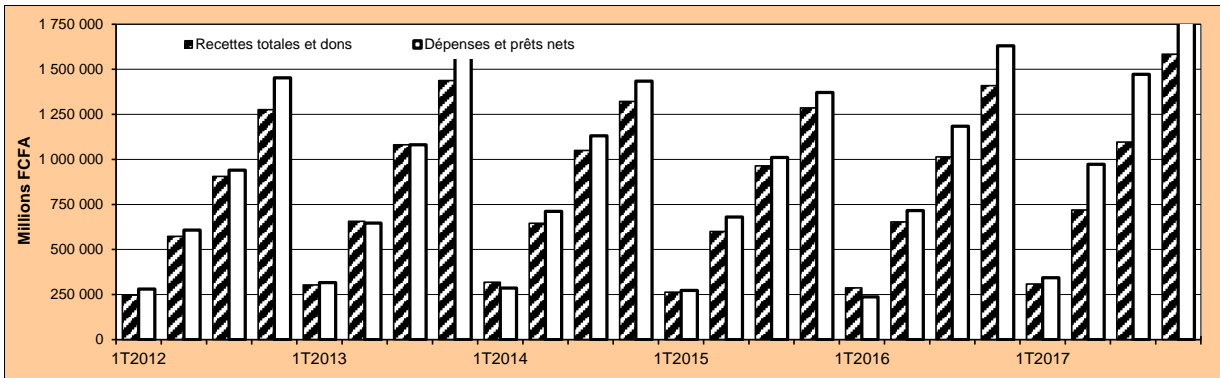
En effet, les recettes fiscales se sont établies à 1238,2 milliards de FCFA à fin décembre 2017, en hausse de 162,8 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2016. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « taxes sur biens et services » (+101,3 milliards de FCFA), des « impôts sur revenus et bénéfices » (+37,5 milliards de FCFA) et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+22,1 milliards de FCFA). Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une régression de 2,6% (-4,1 milliards de FCFA) en lien avec l'absence de recouvrement de "plus value sur stocks" en 2017.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 194,3 milliards de FCFA à fin décembre 2017, en augmentation de 14,1 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2016. Cette progression est due exclusivement à la hausse des dons projets de 20,9 milliards de FCFA. Les dons programmes ont connu quant à eux une baisse de 6,8 milliards de FCFA (-8,4%).

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2017	2017	2017	2017		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 796 632,1</b>	<b>1 629 838,0</b>	<b>343 229,3</b>	<b>972 771,0</b>	<b>1 472 496,2</b>	<b>2 146 470,2</b>	<b>119,5%</b>	<b>31,7%</b>
Dépenses	1 799 564	1 638 501,3	343 388,0	974 037,6	1 473 770,9	2 149 995,4	119,5%	31,2%
Dépenses courantes	1 070 590	1 112 301,1	244 859,1	623 138,4	921 283,6	1 318 660,9	123,2%	18,6%
Salaires	519 075	554 474,4	144 246,4	292 520,1	451 448,4	617 950,7	119,0%	11,4%
Dépenses de fonctionnement	140 308	128 515,7	22 177,5	64 774,2	96 474,0	174 079,1	124,1%	35,5%
Intérêts dus	49 512	59 793,4	4 502,2	27 182,8	34 541,6	69 515,1	140,4%	16,3%
Transferts courants	361 696	369 517,6	73 933,0	238 661,3	338 819,6	457 116,0	126,4%	23,7%
Dépenses en capital	728 973	526 200,2	98 528,9	350 899,2	552 487,3	831 334,5	114,0%	58,0%
financées sur ressources propres	366 395	338 390,0	56 254,0	263 269,2	422 364,7	570 378,9	155,7%	68,6%
Prêts nets	-2 932	-8 663,3	-158,7	-1 266,6	-1 274,7	-3 525,2	120,3%	-59,3%



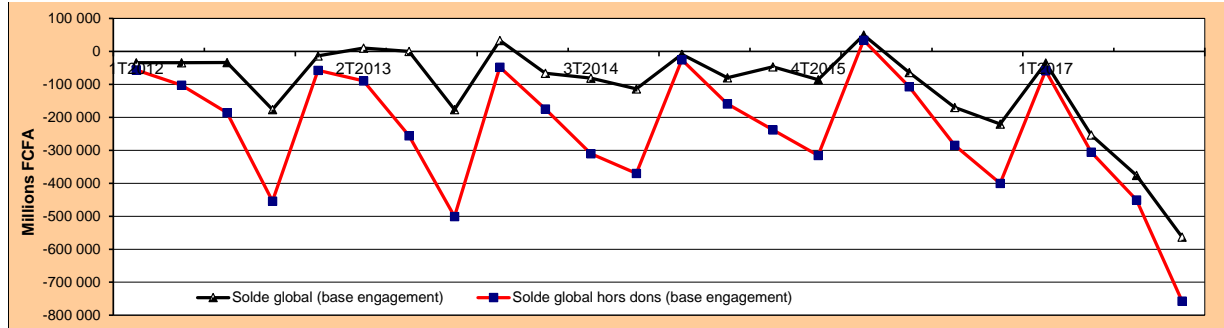
Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 2146,5 milliards de FCFA à fin décembre 2017 contre 1636,5 milliards de FCFA à la même période en 2016, soit une hausse de 510,0 milliards de FCFA. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des dépenses courantes de 199,9 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 305,0 milliards de FCFA; les prêts nets ayant connu une baisse de 5,1 milliards de FCFA.

L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à une augmentation des dépenses de transferts courants (+86,1 milliards de FCFA) et des dépenses de personnel (+63,5 milliards de FCFA). L'augmentation des dépenses de transferts courants s'explique, entre autres, par la poursuite de la gratuité des soins, aux subventions sur les produits pétroliers et aux subventions accordées à la SONABEL dans le cadre de l'optimisation de l'offre énergétique. La hausse des dépenses de personnel est essentiellement liée à la constatation financière des engagements (protocoles d'accord) pris par le gouvernement vis-à-vis des partenaires sociaux et à la régularisation des situations salariales des agents à travers les traitements courants. Concernant les dépenses en capital, à fin décembre 2017, elles ont augmenté de 305,0 milliards de FCFA (+57,9%) par rapport à la même période en 2016 en ressortant à 831,3 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique essentiellement par celle des dépenses exécutées sur ressources propres de 231,8 milliards de FCFA. L'amélioration de l'exécution des dépenses d'investissements financées sur ressources propres est le reflet, d'une part, des effets de l'allègement des procédures de passation des marchés et, d'autre part, de l'application du principe d'ordonnateurs multiples dans le cadre du basculement au budget programme à partir de 2017.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

**SOLDES ET FINANCEMENT**

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2017	2017	2017	2017		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-226 456,3</b>	<b>-219 956,3</b>	<b>-34 775,1</b>	<b>-253 421,6</b>	<b>-375 848,8</b>	<b>-562 895,4</b>	<b>248,6%</b>	<b>155,9%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-400 146,7	-58 763,9	-305 250,5	-450 673,1	-757 198,8	147,7%	89,2%
Solde primaire	-463 218,4	-340 353,3	-54 261,7	-278 067,6	-416 131,5	-687 683,7	148,5%	102,0%
Solde de base	-150 152,0	-219 325,0	-16 489,0	-228 434,9	-331 665,0	-512 762,7	341,5%	133,8%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-226 456,3</b>	<b>-134 350,8</b>	<b>-96 412,6</b>	<b>-133 669,1</b>	<b>-270 515,8</b>	<b>-426 132,7</b>	<b>188,2%</b>	<b>217,2%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-314 541,1	-120 401,4	-185 498,0	-345 340,1	-620 436,2	121,0%	97,3%

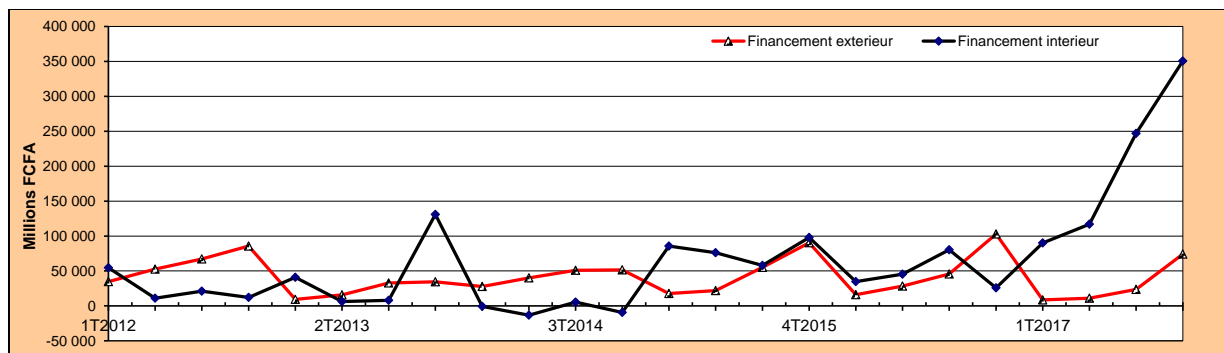


L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie déficitaire à fin décembre 2017. Le déficit global (base engagement) s'est établi à 562,9 milliards de FCFA pour l'année 2017 contre un déficit de 225,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016.

Quant au déficit global base caisse, il s'est situé à 426,1 milliards de FCFA à fin décembre 2017 contre un déficit de 138,7 milliards de FCFA à la fin de l'année 2016. Il a été couvert par un financement extérieur net de 74,3 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 350,7 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin décembre 2017 s'est caractérisé par les émissions de bons du Trésor et d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 271,0 milliards de FCFA et 287,8 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 233,4 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 93,3 milliards de FCFA pour les obligations.

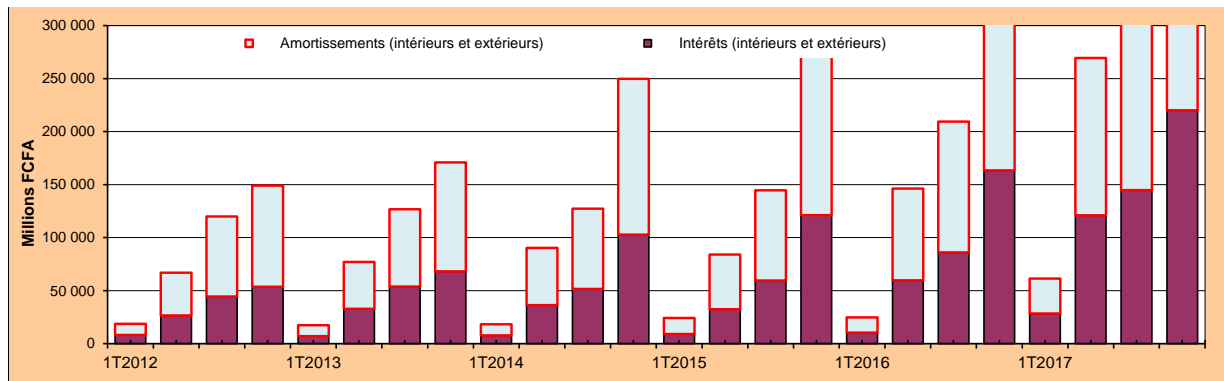
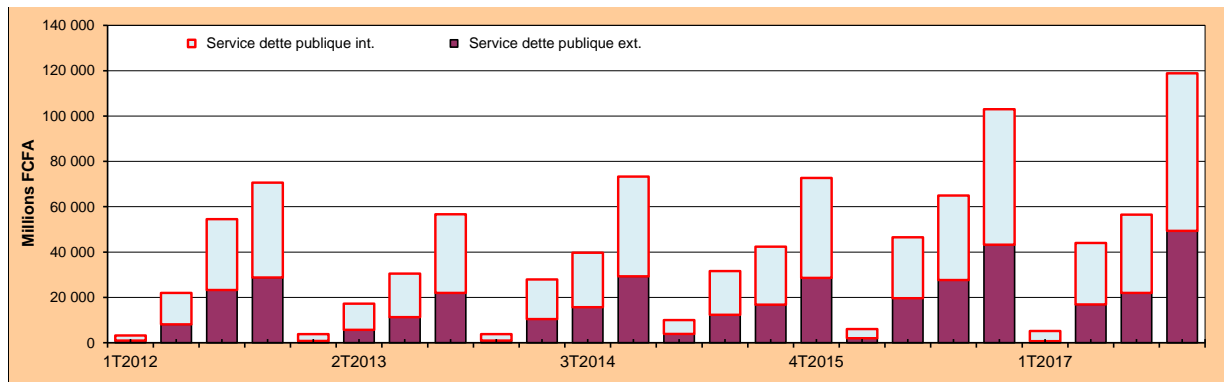
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2017	2017	2017	2017		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>226 456,3</b>	<b>128 684,2</b>	<b>98 680,4</b>	<b>127 668,7</b>	<b>270 503,3</b>	<b>424 965,4</b>	<b>187,7%</b>	<b>230,2%</b>
Financement extérieur	168 413,5	102 887,2	8 570,1	10 889,3	23 660,0	74 281,8	44,1%	-27,8%
Décaissements extérieurs	207 105,5	144 801,3	18 286,1	36 443,4	55 640,5	124 489,2	60,1%	-14,0%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-41 914,1	-9 715,9	-25 554,1	-31 980,5	-50 207,4	129,8%	19,8%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	25 796,9	90 110,2	116 779,4	246 843,4	350 683,7	604,2%	1259,4%
Financement bancaire	63 817,7	-75 291,7	88 761,2	98 072,0	212 843,8	308 395,4	483,2%	-509,6%
Secteur non bancaire	-5 774,8	101 088,6	1 349,0	18 707,3	33 999,6	42 288,3	-732,3%	-58,2%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	4. Trim. 2016 Réal.	1. Trim. 2017 Est.	2. Trim. 2017 Est.	3. Trim. 2017 Est.	4. Trim. 2017 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
<b>Total service dette publique</b>	<b>195 161,3</b>	<b>223 188,5</b>	<b>32 964,1</b>	<b>148 272,8</b>	<b>179 382,7</b>	<b>289 593,1</b>	<b>148,4%</b>	<b>29,8%</b>
Amortissements (int. et ext.)	145 649	163 395,1	28 461,9	121 090,0	144 841,1	220 078,0	151,1%	34,7%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	59 793,4	4 502,2	27 182,8	34 541,6	69 515,1	140,4%	16,3%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>134 763,3</b>	<b>164 707,3</b>	<b>19 438,3</b>	<b>112 386,7</b>	<b>134 847,6</b>	<b>219 221,9</b>	<b>162,7%</b>	<b>33,1%</b>
Amortissements	106 957	121 481,0	18 745,9	95 536,0	112 860,5	169 870,6	158,8%	39,8%
Intérêts	27 806	43 226,3	692,4	16 850,8	21 987,1	49 351,3	177,5%	14,2%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>60 398,0</b>	<b>58 481,1</b>	<b>13 525,8</b>	<b>35 886,1</b>	<b>44 535,1</b>	<b>70 371,2</b>	<b>116,5%</b>	<b>20,3%</b>
Amortissements	38 692	41 914,1	9 715,9	25 554,1	31 980,5	50 207,4	19,8%	19,8%
Intérêts	21 706	16 567,1	3 809,8	10 332,0	12 554,5	20 163,8	92,9%	21,7%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,8%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>4,4%</b>	<b>5,1%</b>		<b>0,3 points</b>

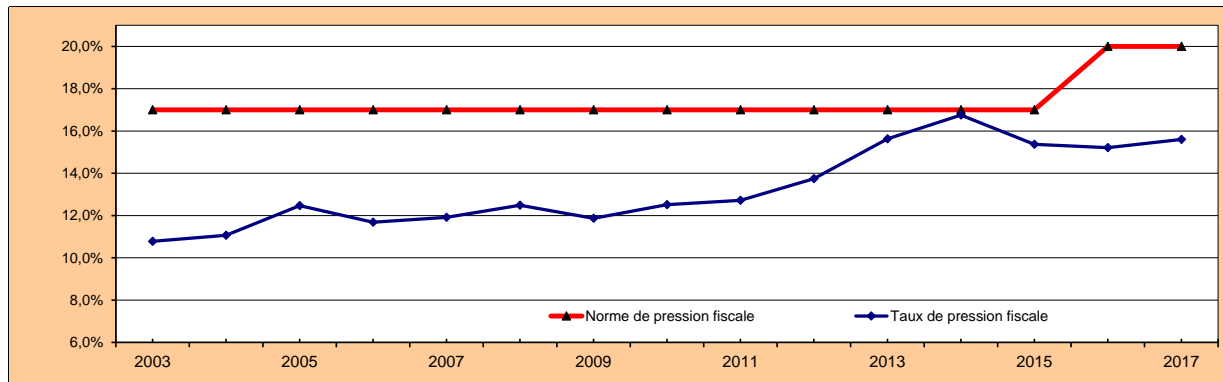


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,1% à fin décembre 2017 contre 4,5 % à fin décembre de l'année dernière. Cela traduit une accumulation du poids de la dette extérieure sur les ressources propres de 0,5 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG			Normes		12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017
					Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>									
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,0%	-1,9%	-1,4%	-3,1%	-7,1%		
Taux d'inflation	≤	3%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%	-0,2%		
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	29,4%	31,6%	35,5%	31,2%	26,7%		
<b>Critères de 2nd rang</b>									
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%		
Taux de pression fiscale	≥	20%	16,8%	15,4%	15,2%	15,0%	15,6%		



En 2016, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dont compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2016. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,6% en 2016 contre 14,7% en 2015, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 51,6% en 2016 contre 50,0% en 2015, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

# Secteur monétaire

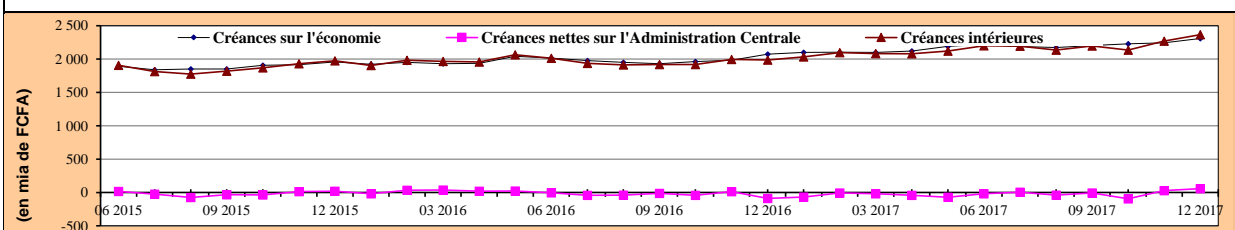
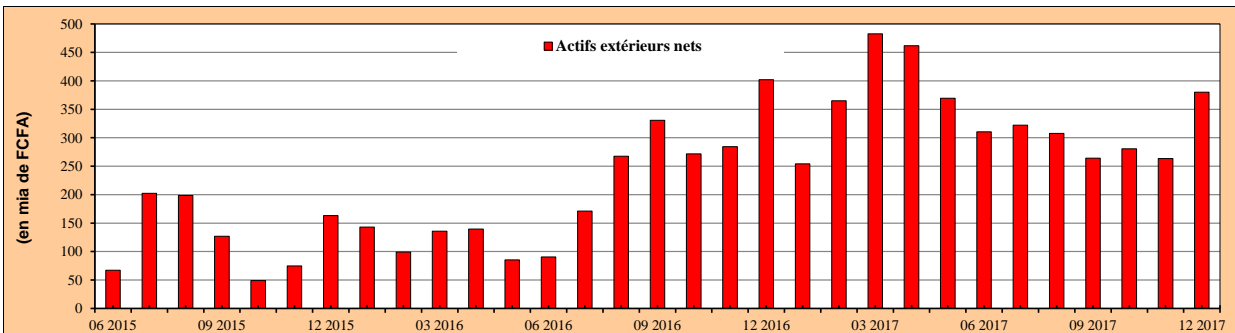
## AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire du Burkina Faso à fin décembre 2017 est caractérisée par une augmentation en glissement annuel de la masse monétaire (+19,8%) en liaison avec l'accroissement des créances intérieures (+19,1%), atténué par la contraction des AEN (-5,5%).

-La contraction des Actifs Extérieurs Nets AEN (-20,2%) est en lien avec la dégradation des AEN de la BCEAO de 20,9%, atténuée par la hausse des AEN des banques (+11,5%).

-La hausse des créances intérieures (+19,1%) résulte de la progression des créances nettes du système bancaire vis-à-vis de l'État (+164,9%) et d'un accroissement des créances sur l'économie (+11,3%), notamment celles des banques commerciales.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>280,6</b>	<b>282,9</b>	<b>332,2</b>	<b>381,0</b>	<b>415,1</b>	<b>34,1</b>	<b>8,9%</b>	<b>134,5</b>	<b>47,9%</b>	
<b>Dépôts transférables</b>	<b>1 337,5</b>	<b>1 398,7</b>	<b>1 461,6</b>	<b>1 413,3</b>	<b>1 581,8</b>	<b>168,5</b>	<b>11,9%</b>	<b>244,4</b>	<b>18,3%</b>	
BCEAO	0,6	0,4	0,5	1,7	0,4	-1,3	-77,3%	-0,2	-31,6%	
Banques	196,3	547,7	196,3	582,8	343,2	-239,7	-41,1%	146,9	74,8%	
CCP et CNE	178,9	189,5	191,9	193,6	193,6	0,0	0,0%	14,7	8,2%	
<b>M1</b>	<b>1 618,1</b>	<b>1 681,5</b>	<b>1 793,8</b>	<b>1 794,3</b>	<b>6,5</b>	<b>-1 787,8</b>	<b>-99,6%</b>	<b>-1 611,6</b>	<b>-99,6%</b>	
<b>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)</b>	<b>1 172,9</b>	<b>1 262,4</b>	<b>1 284,5</b>	<b>1 312,5</b>	<b>1 347,8</b>	<b>35,2</b>	<b>2,7%</b>	<b>174,9</b>	<b>14,9%</b>	
BCEAO	0,6	0,4	0,5	1,7	0,4	-1,3	-77,3%	-0,2	-31,6%	
AID	1 172,6	1 262,1	1 284,2	1 312,2	1 347,4	35,2	2,7%	174,9	14,9%	
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>2 790,9</b>	<b>2 944,0</b>	<b>3 078,3</b>	<b>3 106,9</b>	<b>3 344,7</b>	<b>237,8</b>	<b>7,7%</b>	<b>553,8</b>	<b>19,8%</b>	
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>402,1</b>	<b>482,8</b>	<b>310,4</b>	<b>264,0</b>	<b>380,2</b>	<b>116,2</b>	<b>44,0%</b>	<b>-21,9</b>	<b>-5,5%</b>	
BCEAO	0,6	0,4	0,5	1,7	0,4	-1,3	-77,3%	-0,2	-31,6%	
Banques	1 158,0	1 208,7	1 269,2	1 218,0	1 387,8	169,8	13,9%	229,8	19,8%	
<b>Créances intérieures</b>	<b>1 986,0</b>	<b>2 081,4</b>	<b>2 200,7</b>	<b>2 195,7</b>	<b>2 366,1</b>	<b>170,4</b>	<b>7,8%</b>	<b>380,1</b>	<b>19,1%</b>	
Créances nettes sur l'Admin	-88,5	-19,8	-19,9	-6,3	57,4	63,7	-1013,7%	145,9	-164,9%	
BCEAO	0,6	0,4	0,5	1,7	0,4	-1,3	-77,3%	-0,2	-31,6%	
Banques	1 158,0	1 208,7	1 269,2	1 218,0	1 387,8	169,8	13,9%	229,8	19,8%	
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>2 074,5</b>	<b>2 101,2</b>	<b>2 220,6</b>	<b>2 202,0</b>	<b>2 308,7</b>	<b>106,7</b>	<b>4,8%</b>	<b>234,2</b>	<b>11,3%</b>	



Sources : B.C.E.A.O.



## La Masse monétaire (M2)

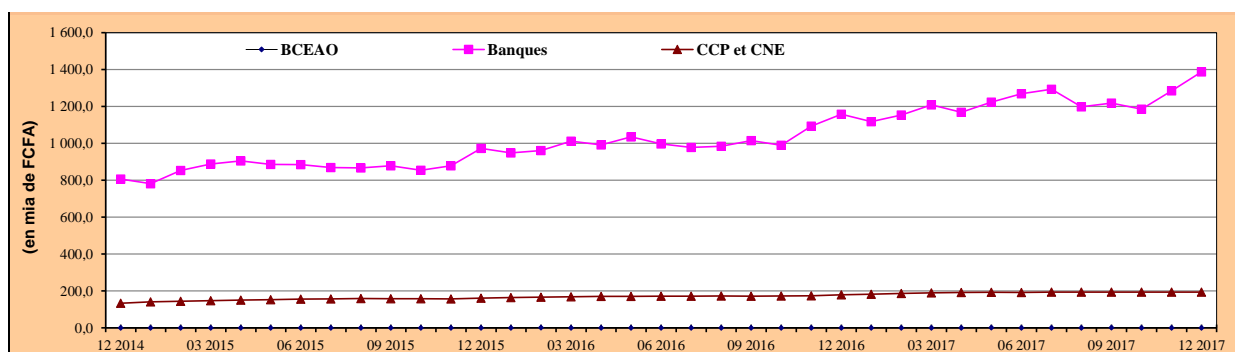
**en variation trimestrielle**, la masse monétaire a enregistré une hausse de 7,7% suite à la progression de ces deux principales contreparties. En effet, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) et les créances intérieures se sont accrus de 44,0% et 7,8% respectivement. L'accroissement de la masse monétaire est en lien également avec l'évolution des autres postes nets (-0,6%) et des passifs à caractère non monétaire (+7,9%) ;

**en glissement annuel**, une augmentation de la masse monétaire (+19,8%), en liaison avec l'accroissement des créances intérieures (+19,1%), atténué par la contraction des AEN (-5,5%).

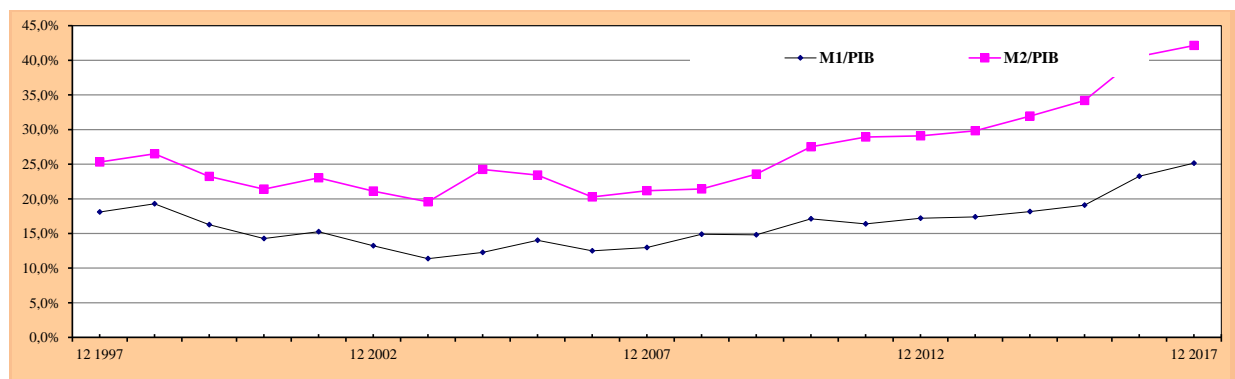
## Les Actifs Extérieurs Nets (AEN)

**en variation trimestrielle**, les AEN ont connu une augmentation (+44,0%) consécutive à une progression des AEN des banques (+8,4%), atténuée par l'accroissement des engagements extérieurs nets de la BCEAO (+2,1%).

**en glissement annuel**, les AEN des institutions monétaires ont enregistré un repli (-5,5%) en liaison avec la dégradation des AEN de la BCEAO de 20,9%, atténuée par la hausse des AEN des banques (11,5%). L'accroissement des engagements extérieurs nets de la Banque Centrale est imputable à une hausse de ses engagements bruts vis-à-vis des non-résidents (+18,5%), notamment les dépôts des non-résidents (+23,8%) et les autres comptes à payer au profit des non-résidents (+30,0%), accentuée par la baisse de ses créances sur les non résidents (-33,4%). Quant à la progression en rythme annuel des AEN des Autres Institutions de Dépôts (AID), elle est en lien avec un accroissement plus important de leurs créances brutes sur l'extérieur (+20,3%) par rapport à celui de leurs engagements bruts envers les non-résidents (+42,5%).



Sources : B.C.E.A.O.



## Les Créances Intérieures (CI)

Les créances intérieures sont ressorties à 2.366,1 milliards à fin décembre 2017, enregistrant les évolutions suivantes :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une hausse des créances intérieures (+7,8%) résultant de la progression des créances l'économie (+ 106,7 milliards, soit +4,8%) et des Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale CAC (+63,7 milliards) ;
- ✓ **en glissement annuel**, une hausse des créances intérieures (+19,1%) résultant d'un accroissement des créances du système bancaire sur les autres secteurs (+11,3%) et des créances nettes sur l'Administration Centrale (+164,9%) ;

## Les Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC)

Les CAC, en se situant à 57,4 milliards à fin décembre 2017 ont enregistré les évolutions ci-après :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une hausse de 63,7 milliards résultant de l'accroissement des créances nettes de la BCEAO (+63,9 milliards, soit +53,9%), atténué par une baisse de celles des banques commerciales (-0,2 milliard, soit -0,2%).
- ✓ **en glissement annuel**, une hausse (+164,9%) résultant de la progression des créances des banques commerciales (+82,7%) et de celles de la Banque Centrale (+63,5%). La hausse des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration Centrale s'explique par une hausse plus importante de leurs créances brutes (+31,0%) sous forme notamment de titres publics (+28,1%), par rapport à celle de leurs engagements (+19,8%) constitués de dépôts.

Pour ce qui est de la progression des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale en variation annuelle, elle s'explique par une baisse de ses engagements (-38,5%), notamment sous forme de dépôts d'Etat (-39,1%), atténuée par le repli de ses créances brutes (-10,9%) dont un repli de 8,0% au titre des crédits du FMI et de 33,8% en amortissement des allocations DTS.

D.T.O.

**En ce qui concerne les Créances sur l'économie**, en s'établissant à 2.308,7 milliards à fin décembre 2017, elles ont enregistré les évolutions ci-dessous :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une progression des créances nettes l'économie (+4,8%) imputable notamment aux crédits bancaires au profit du secteur privé (+7,2%), celles des sociétés non-financières publiques étant en baisse (-43,3%).
- ✓ **en glissement annuel**, une hausse des créances sur l'économie (+234,2 milliards, soit +11,3%), imputable notamment à la hausse des crédits bancaires (+223,8 milliards, soit +10,9%), des titres autres qu'actions (+7,7 milliards, soit +134,4%) et des actions et autres titres de participation (+0,9 milliard, soit +16,5%),

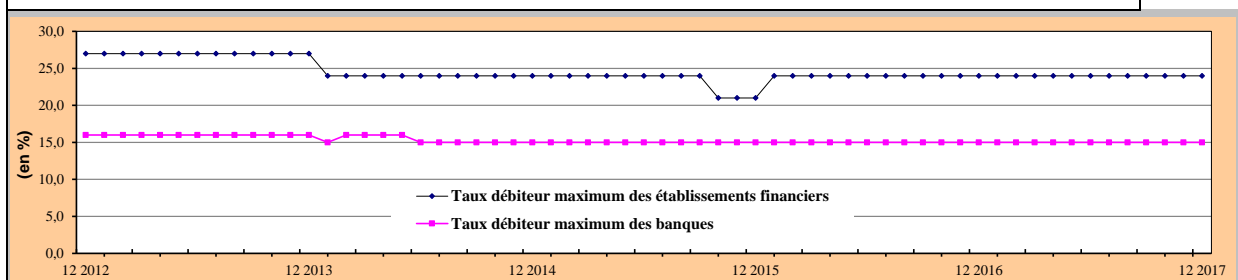
La hausse des crédits bancaires en glissement annuel est tirée par ceux accordés au secteur privé (+15,1%) dont (+12,7%) aux sociétés non financières privées et (+19,7%) aux ménages et ISBLSM. Parallèlement, les crédits octroyés aux sociétés non

<b>AGREGATS MONETAIRES</b>	<b>déc.13</b>	<b>déc.14</b>	<b>déc.15</b>	<b>déc.16</b>	<b>déc.17</b>
			Est.	Est.	
<b>M1/PIB</b>	18,1%	19,1%	23,3%	22,5%	25,2%
<b>M2/PIB</b>	31,9%	34,2%	40,6%	38,8%	42,1%

Sources : B.C.E.A.O.

## TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Variation	
	2016	2017	2017	2017	2017	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) de la BCEAO a été revu à la hausse de 100 points de base au cours du quatrième trimestre 2016, sur décision prise le 06 décembre 2016 par le Comité de Politique Monétaire (CPM). Ainsi, à compter du 16 décembre 2016, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont fixés respectivement à 2,50% et 4,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,50% et 3,50% .

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au deuxième trimestre de 2017. En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du premier trimestre de 2017.

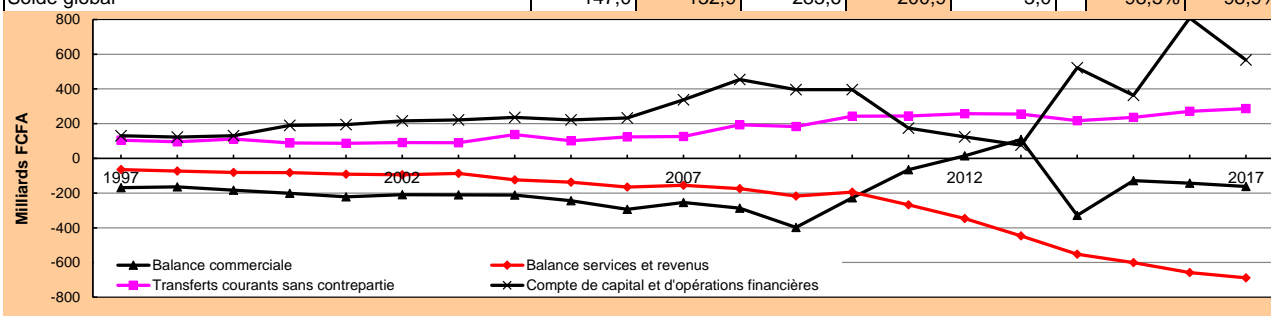
Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les banques et 24,0% l'an pour les établissements financiers à caractère bancaire, les systèmes financiers décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

# Secteur extérieur

## BALANCE DES PAIEMENTS

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 116,2 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable aux comptes de capital et des transactions courantes, les entrées nettes de flux financiers s'étant réduites.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Var. 2017	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2016	Var./2017
Exportations de biens FOB	1 315,3	1 362,3	1 397,7	1 498,7	1 625,3	8,4%	16,3%
Importations de biens FOB	1 644,2	1 490,9	1 540,4	1 646,4	1 787,7	8,6%	16,1%
Balance commerciale	-328,8	-128,6	-142,7	-147,6	-162,4	10,0%	13,8%
Services	-459,4	-423,2	-458,7	-476,2	-499,2	4,8%	8,8%
Revenus	-93,3	-177,5	-199,5	-176,7	-189,1	7,0%	-5,2%
Balance des services et revenus	-552,7	-600,7	-658,2	-652,8	-688,4	5,4%	4,6%
Transferts courants sans contrepartie	216,9	236,1	271,6	228,5	286,5	25,4%	5,5%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-664,6	-493,2	-529,4	-572,0	-564,3	-1,3%	6,6%
Transferts en capital	238,4	200,2	153,8	150,1	257,7	71,6%	67,6%
Opérations financières	282,9	163,5	654,9	618,8	309,6	-50,0%	-52,7%
Comptes de capital et d'opérations financières	521,3	363,7	808,6	769,0	567,3	-26,2%	-29,8%
Erreurs et omissions	-3,8	-3,4	4,3	3,9	0,0	-100,0%	-100,0%
Solde global	-147,0	-132,9	283,6	200,9	3,0	-98,5%	-98,9%



### 1 – Analyse des évolutions de la balance des paiements du Burkina Faso au 4ème trimestre 2017

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 116,2 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable à ses principales composantes.

**Le compte des transactions courantes** s'est amélioré de 203,0 milliards au quatrième trimestre 2017, en s'établissant à -8,0 milliards, après un déficit de 211,0 milliards au troisième trimestre 2017. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'atténuation du déficit des biens et services et l'accroissement de l'excédent du revenu secondaire. Par rapport à la même période de l'année précédente où il a été observé un excédent courant de 47,4 milliards, le solde courant a enregistré une évolution négative de 55,4 milliards au quatrième trimestre 2017.

**Le solde commercial** s'est amélioré en passant de -178,7 milliards au troisième trimestre 2017 à -36,9 milliards au dernier trimestre 2017. Cette évolution positive de la balance des biens reflète une hausse des exportations (+150,2 milliards, soit +47,5% en glissement trimestriel), et une hausse des importations sur la période (+8,4 milliards, soit +1,7%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est détérioré de 65,3 milliards au quatrième trimestre 2017, en phase avec l'accroissement des importations (+91,0 milliards) plus importante que celles des exportations (+25,7 milliards).

Le déficit structurel de la balance des services s'est, quant à lui, atténué de 1,7 milliard entre le troisième et le quatrième trimestre 2017, passant de -70,7 milliards à -72,4 milliards. En glissement annuel, il s'est accentué de 18,3 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 17,9 milliards au dernier trimestre 2017, après des sorties nettes de 14,1 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 3,8 milliards. En variation annuelle, le solde des revenus primaires s'est amélioré de 2,2 milliards.

**Le compte du revenu secondaire** s'est amélioré de 66,7 milliards, en ressortant à 119,2 milliards au trimestre sous revue, après s'être établi à 52,5 milliards au trimestre précédent, sous l'incidence de l'augmentation des aides budgétaires et des transferts sans contrepartie reçus par le secteur hors administration publique. En effet, les aides budgétaires sont ressorties à 62,9 milliards après une réalisation nulle au trimestre précédent. En variation annuelle, le solde des revenus secondaires s'est amélioré de 26,1 milliards au quatrième trimestre 2017.

**Le solde créditeur du compte** de capital s'est amélioré de 33,3 milliards entre le troisième trimestre et le dernier trimestre 2017, en passant de 37,1 milliards à 70,4 milliards, sous l'effet notamment de la hausse des transferts en capital au profit de l'Administration.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 55,8 milliards, après une entrée nette de 125,2 milliards au troisième trimestre 2017 et une sortie nette de 38,6 milliards au quatrième trimestre 2016.

### 2 – Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin décembre 2017, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.452,0 milliards, après un déficit de 1.512,8 milliards un trimestre plus tôt et de 1.386,0 milliards à fin décembre 2016. Ce léger repli du déficit de la PEG en variation trimestrielle est consécutif à un gonflement du stock des actifs plus important que l'augmentation du stock de passifs financiers. Les avoirs de réserve se sont établis à 22,5 milliards à fin décembre 2017, après une réalisation de 22,3 milliards à fin septembre 2017.

Sources : B.C.E.A.O.

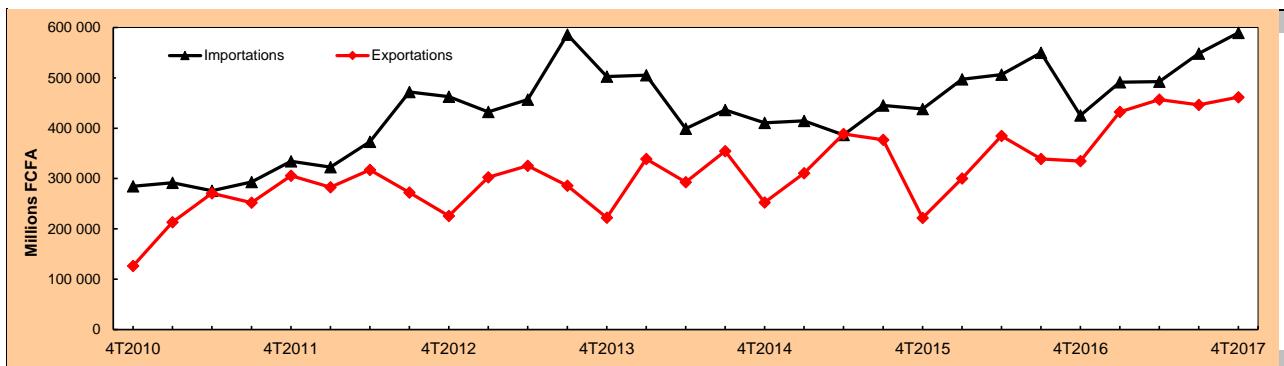
## COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2016	2017	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>491 411,5</b>	<b>492 470,1</b>	<b>548 356,1</b>	<b>584 519,8</b>	<b>589 507,3</b>	<b>0,9%</b>	<b>20,0%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 716,7	4 603,8	4 688,7	4 942,7	5 372,1	8,7%	13,9%
Produits du règne végétal	34 142,7	26 241,6	28 196,9	36 903,4	36 829,1	-0,2%	7,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	7 568,5	5 111,4	4 357,5	3 622,5	5 602,5	54,7%	-26,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	31 988,2	25 603,0	32 923,6	25 614,3	29 993,6	17,1%	-6,2%
Produits minéraux	126 047,6	125 297,0	151 998,2	156 572,6	186 751,5	19,3%	48,2%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	60 973,7	73 362,2	69 457,7	60 672,2	57 323,4	-5,5%	-6,0%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	18 806,7	16 611,5	17 178,4	18 502,4	20 826,1	12,6%	10,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	447,5	188,0	145,0	279,4	219,7	-21,4%	-50,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	932,8	925,3	1 605,5	841,1	1 128,1	34,1%	20,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 469,9	5 029,6	6 244,8	9 282,6	8 176,8	-11,9%	26,4%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	11 959,5	9 296,2	9 366,4	8 580,5	7 446,2	-13,2%	-37,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	2 071,4	1 347,4	1 513,6	1 468,0	1 488,1	1,4%	-28,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 994,1	4 406,2	3 400,4	3 991,5	4 847,3	21,4%	21,4%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	145,5	68,9	103,3	73,7	85,4	15,8%	-41,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	37 326,7	41 538,8	35 641,6	34 024,6	36 799,4	8,2%	-1,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	83 969,2	95 452,1	119 446,1	151 659,6	118 780,7	-21,7%	41,5%
Matériel de transport	47 798,7	46 700,7	51 022,8	56 024,3	56 678,1	1,2%	18,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 612,0	5 082,7	5 756,1	5 557,2	4 809,6	-13,5%	-14,3%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	258,5	311,6	1 622,2	196,0	1 261,3	543,5%	387,9%

Au quatrième trimestre 2017, les importations sont restées quasiment stable par rapport au troisième trimestre 2017. La hausse de la facture pétrolière a été compensée par la baisse des importations de « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties ». Comparativement au même trimestre de 2016, les importations ont enregistré une hausse de 19,9% soit 98,1 milliards de FCFA. La hausse de la facture pétrolière de 60,7 milliards de FCFA, des importations de « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 34,8 milliards de FCFA et du matériel de transport de 8,9 milliards de FCFA ont été les leviers de cette évolution.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2016	2017	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>432 532,0</b>	<b>456 953,9</b>	<b>446 311,4</b>	<b>310 719,9</b>	<b>461 652,0</b>	<b>48,6%</b>	<b>6,7%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	352,9	428,4	344,7	238,9	207,2	-13,3%	-41,3%
Produits du règne végétal	24 387,1	69 894,3	80 460,3	22 853,2	31 871,0	39,5%	30,7%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	19 553,1	28 068,8	14 256,5	10 105,7	24 802,5	145,4%	26,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 615,9	2 804,5	2 826,7	3 201,8	2 859,0	-10,7%	9,3%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 666,6	2 621,6	1 820,4	2 185,8	1 853,2	-15,2%	11,2%
Produits minéraux	252,6	141,6	206,8	245,5	99,5	-59,5%	-60,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	644,8	809,5	954,4	954,2	1 474,4	54,5%	128,6%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 839,8	564,4	320,8	316,7	1 126,4	255,7%	-38,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,5	2,1	0,1	0,3	0,5	78,1%	18,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	0,2	2,8	36,6	12,0	8,0	-33,2%	5145,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	2,5	12,3	10,5	45,7	1,6	-96,6%	-36,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	95 092,6	71 953,2	62 038,5	6 124,5	77 248,1	1161,3%	-18,8%
dont coton fibre	94 194,5	62 313,0	51 986,5	5 148,2	75 832,6	1373,0%	-19,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	2,7	6,2	9,6	5,8	4,6	-20,5%	71,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	47,1	38,0	74,1	81,3	59,2	-27,2%	25,6%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	271 581,9	275 959,5	274 492,4	239 161,1	298 699,5	24,9%	10,0%
dont or	271 045,2	275 419,3	274 041,4	238 825,9	297 086,8	24,4%	9,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	22 148,1	22 118,4	18 143,4	25 605,7	35 183,3	37,4%	58,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	7 333,5	3 859,5	2 065,0	4 540,9	8 494,9	87,1%	15,8%
Matériel de transport	4 313,5	5 393,8	1 988,2	3 342,8	2 088,0	-37,5%	-51,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	71,4	135,9	204,5	777,2	95,0	-87,8%	33,1%
Marchandises et produits divers	120,4	129,2	246,8	871,1	210,8	-75,8%	75,1%

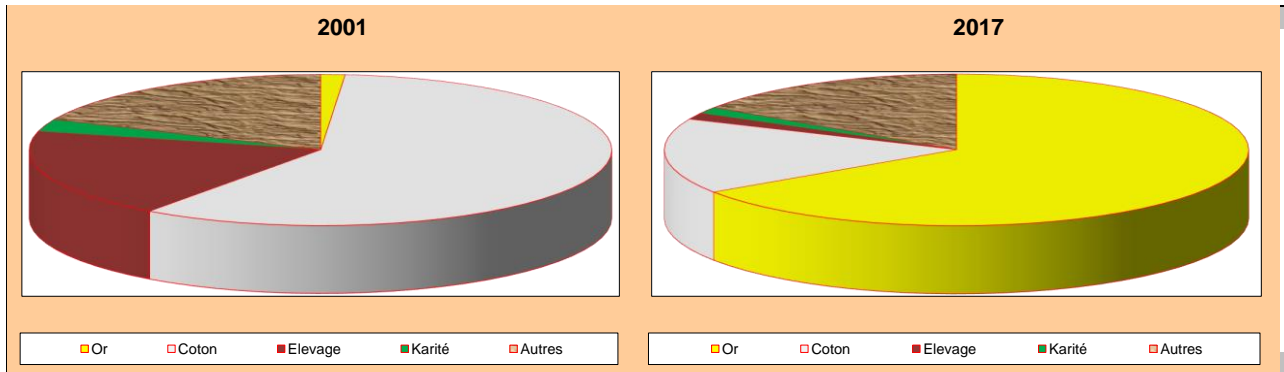


Au quatrième trimestre 2017, les exportations enregistrent une hausse de 48,6% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 310,7 milliards FCFA au troisième trimestre 2017 à 461,7 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations d'or, de coton fibre et des produits du règne végétal. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 59,6 milliards de FCFA et celles de coton fibre de 71,1 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance mais moins importante est observée avec une hausse de 6,1%, soit 29,1 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2016. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations des métaux communs et ouvrages, de l'or non monétaire et des produits du règne végétal. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 26,0 milliards de FCFA, des "métaux communs et ouvrages en ces métaux" de 13,1 milliards de FCFA et des produits du règne végétal de 7,5 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2001	2014	2015	2016	2017
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	1,3%	58,7%	62,7%	64,1%	65,6%
Part du coton dans total	58,6%	17,4%	18,3%	16,1%	16,0%
Part des produits de l'élevage dans total	18,9%	2,9%	1,7%	1,4%	1,3%
Part du karité dans total	2,7%	1,8%	1,3%	1,6%	1,5%
Part des autres produits dans total	18,4%	19,3%	16,0%	16,8%	15,6%

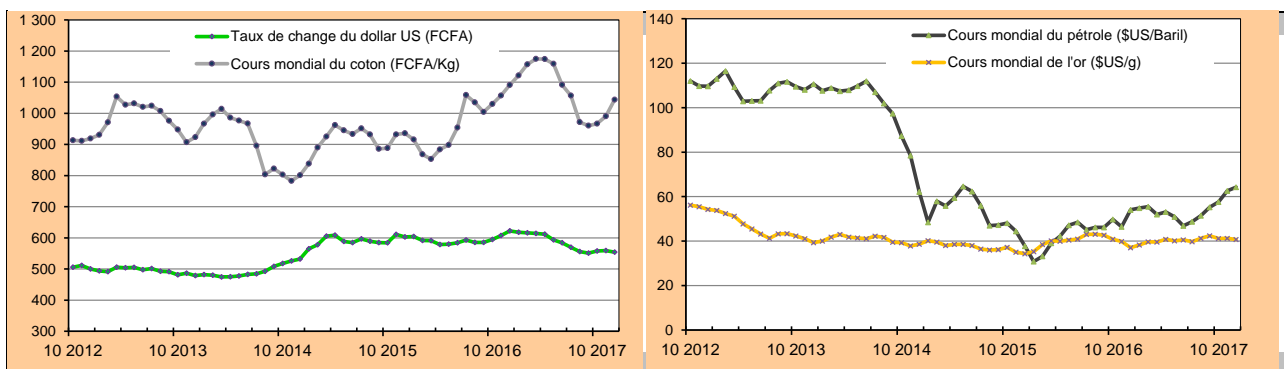


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (53,5%) et celles de produits de l'élevage (18,8%) en 1999, il ressort une prédominance de l'or avec 64,1% de la part des exportations en 2016. Cela se justifie principalement par les

Source : MINEFID / INSD

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	Glissement	
						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	608,2	616,1	596,4	558,7	557,0	-0,3%	-8,4%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	50,1	54,1	50,3	51,8	61,5	18,7%	22,7%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 741,2	1 868,6	1 913,9	1 782,4	1 796,2	0,8%	3,2%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	39,2	39,2	40,5	41,1	41,0	-0,1%	4,6%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	30,5	33,3	30,0	28,9	34,2	18,5%	12,3%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 059,1	1 151,1	1 141,6	996,2	1 000,4	0,4%	-5,5%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	23,8	24,1	24,1	23,0	22,9	-0,4%	-4,1%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,035	0,035	0,038	0,035	0,029	-15,4%	-16,2%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, le dollar américain poursuit sa dépréciation entamée depuis le début de l'année 2017 vis à vis du FCFA et perd 0,3% de sa valeur en rythme trimestriel au quatrième trimestre de l'année 2017. En moyenne, le dollar s'est échangé à 557,0 FCFA au quatrième trimestre 2017 contre 558,7 FCFA un trimestre plus tôt. En glissement annuel, cette tendance baissière ramène le cours du dollar par rapport au franc CFA à un niveau plus bas que l'année précédente. Il est en baisse de 8,4% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2016. Cette baisse s'explique par le souhait des banques centrales à diversifier leurs réserves monétaires en d'autres devises que le dollar. En moyenne annuelle, le taux du dollars US s'est situé à 582,0 en 2017 contre 593,0 en 2016, soit une dépréciation de 1,9%.

**- Prix des produits exportés :**

Le cours du coton connaît un retour à la hausse. Il est en hausse de 0,8% au quatrième trimestre 2017 en revenant à 1796,2 dollars la tonne contre 1782,4 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 3,2% grâce à sa précédente tendance haussière soutenue. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1000,4 FCFA le kilogramme, contre 996,1 FCFA au troisième trimestre 2017, soit une hausse de 0,4%. Le niveau élevé du cours du coton s'expliquerait par le repli des stocks mondiaux dû aux sécheresses subies par les grands pays exportateurs de coton. En moyenne annuelle, le cours du coton est ressorti à 1840,4 en 2017 contre 1 636,7 en 2016, soit une hausse de 12,4%.

**Le cours de l'or est en léger repli au quatrième trimestre 2017.** Après l'évolution mitigée ces derniers trimestres, le quatrième trimestre 2017 a été caractérisé par une baisse du cours du métal jaune (-0,1% en rythme trimestriel). Le cours de l'or valait, en moyenne, 41,0 dollars le gramme contre 41,1 dollars au troisième trimestre 2017. Sur la base annuelle, le cours de l'or est plus haut que le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 4,6% au quatrième trimestre 2017. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 22 863 francs le gramme, en recul de 0,4% en rythme trimestriel et de 4,1% en glissement annuel. En moyenne annuelle, le cours de l'once d'or s'est affiché à 1 258,0 en 2017 contre 1 248,3 en 2016, soit une hausse de 0,8%. Le niveau du cours de l'once d'or demeure fortement influencé par les incertitudes constatées sur les marchés financiers.

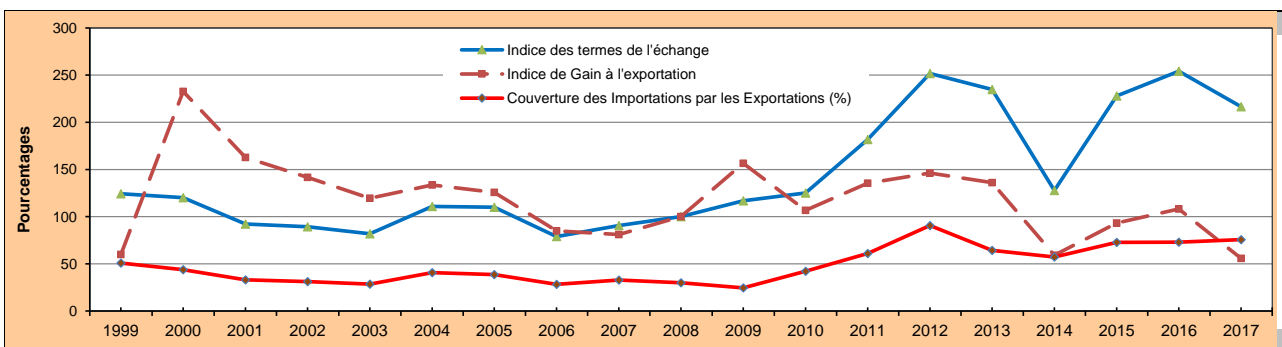
**- Prix des produits importés :**

Sur le marché du pétrole, le quatrième trimestre 2017 a connu une poursuite de la reprise des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 61,5 dollars au quatrième trimestre 2017 contre 51,8 dollars le trimestre précédent, correspondant à une progression de 18,7%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 22,7% au quatrième trimestre 2017 grâce à sa tendance haussière depuis le premier trimestre 2016. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 18,5% en rythme trimestriel et 12,3% en glissement annuel. Comparativement au cours moyen enregistré en 2016 (44,0 dollars US), le cours du pétrole s'est affiché en hausse de 23,6% en 2017. Cette évolution des cours du baril de pétrole reste influencée par la prolongation de l'accord de coopération au sein de l'OPEP et les tensions géopolitiques au moyen Orient.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

### INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013, En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 75,6% en 2016 et 75,7% en 2017. Cependant, le taux de couverture est passé à 100,5% au premier trimestre 2015.

Source : MINEFID / INSD



## Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GESTION DU STOCK DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### **Elevage:**

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### **Monnaie:**

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### **Commerce extérieur:**

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

### **Soldes d'opinions:**

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

### **Moyenne quinquennale:**

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre  $i$  est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres  $i$  des années considérées. Ainsi pour une année  $n$ , le taux de croissance du trimestre  $i$  par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où  $X_{n,i}$  représente la valeur de X au trimestre  $i$  de l'année  $n$ .

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>SOW, Arouna</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave</b>	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
<b>YAGO, Ahmed Racine</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>YAGO, Ahmed Racine</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>TOUGMA, Jean Gabriel</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP